

Lisbonne, Portugal, 4 et 5 décembre 2014

Conférence de l'Alliance Progressiste, le 4 et 5 décembre 2014, Lisbonne, Portugal "Le travail décent et l'éducation : Investir dans l'égalité des chances pour tous"

RÉSUMÉ DE LA SITUATION DE L'ÉDUCATION EN GUINÉE ÉQUATORIALE

Depuis les premières années de son indépendance, il y a 46 ans, l'éducation n'a jamais été une priorité pour les deux présidents qu'a connus le pays. Bien au contraire, l'éducation a toujours été considérée comme un danger pour les personnes qui ont assuré le pouvoir.

Depuis le premier président, Macías Nguema (1968-1979), l'intellectualité a été condamnée dans tous les actes publics. La grande majorité des personnes formées, enseignants, professeurs, ont connu la prison, la mort ou l'exil.

Avec l'actuel président, Obiang Nguema (35 ans de pouvoir), bien que de manière bien plus insidieuse, la situation n'a guère changée : la désaffection pour l'éducation est à peine dissimulée, pas plus que le besoin de contrôler et de domestiquer les personnes formées, véritable danger pour leur pouvoir tout-puissant. Le culte au président et à sa famille constitue le critère essentiel pour la promotion politique, y compris sociale et professionnelle.

Nombreux sont les arguments qui prouvent le désintérêt des dirigeants de Guinée Équatoriale pour de l'éducation. Par exemple :

Tout au long de ses 35 ans de pouvoir totalitaire, le régime actuel n'a pas construit un seul établissement public d'enseignement secondaire dans les villes principales (Malabo et Bata), contre une dizaine de casernes militaires dans chacune d'entre elles. Ces casernes se trouvent pleines de jeunes, très souvent associés à la délinquance, l'alcoolisme et les drogues, des jeunes qui par des intérêts politiques pervers, ont nié l'éducation.

L'Université nationale, et presque tous les établissements publics d'enseignement ne disposent pas du financement nécessaire, pas plus que du matériel, l'équipement et les ressources humaines appropriés.

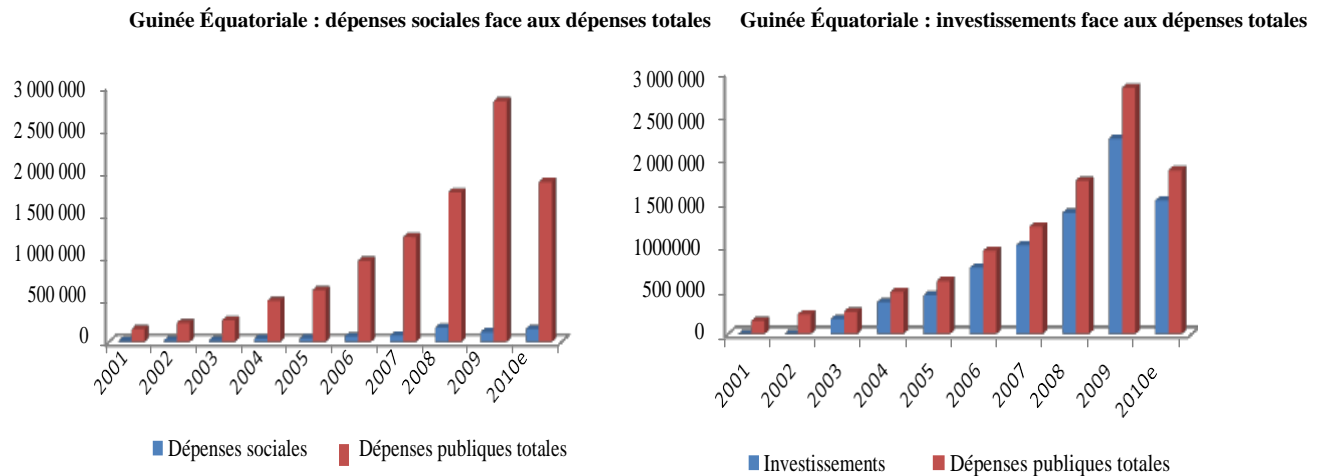
Officiellement il n'y pas dans le pays un programme de bourses d'étude pour les jeunes qui terminent l'enseignement secondaire. Beaucoup d'entre eux sont forcés à errer à travers le pays.

Les bourses d'études aux universités étrangères offertes par les partenaires bilatéraux sont administrées par le Parti au pouvoir, et non pas par le ministère de l'Éducation. Les enfants des opposants et des personnes pauvres y accèdent que très difficilement.

Par ailleurs, en dépit des importantes ressources du pays issu de l'exploitation du pétrole, l'Indice de Développement Humain (IDH) de la Guinée Équatoriale en 2014 (0,556), indicateur qui évalue la situation de la santé, l'éducation et le niveau de vie (PIB par habitant) du pays, se situe à un niveau "moyen" (postes 144 de 187), tandis que l'IDH des pays similaires du Moyen-Orient avec un profil économique comparable (Koweït 0,814; les Émirats arabes 0,827; Qatar (0,851) se situe dans la catégorie "très élevé", de même que la Norvège et la Suisse. Il est possible de conclure logiquement que, tandis que le pays expérimente une ascension rapide en termes de revenu par habitant (PIB), la dégradation si poussée de l'IDH s'explique par les faibles investissements dans les

deux autres piliers de l'indice : la santé et l'éducation.

Tous ces paramètres indiquent, comme démontre le graphique annexé sur l'étude des budgets de l'État de la Guinée Équatoriale, que les dépenses sociales et par conséquent, le bien-être de la population, n'ont jamais été la priorité pour les régimes qui dirigent le pays.



Par toutes ces raisons, pour atteindre l'“égalité des chances pour tous en termes de **Travail décent et Éducation**”, il importe que les gouvernements progressistes, et tous les gouvernements démocratiques marquent comme priorité dans leurs agendas, la lutte contre l'élimination des dictatures dans le monde et l'incitation de régimes démocratiques.

Lisbonne, 5 décembre 2014

LA COMMISSION EXÉCUTIVE NATIONALE.